

Pour Christine Lagarde, l'avenir monétaire est au Bitcoin

MONNAIE ET FINANCE 14 OCTOBRE 2017

Christine Lagarde, qui occupe son poste au FMI depuis 2011, affirme que les seuls problèmes importants liés aux cryptomonnaies existantes peuvent être résolus au fil du temps.



Par Jeffrey Tucker.

Un article de Foundation for Economic Education

Lors d'un discours remarquablement franc lors d'une conférence de la Banque d'Angleterre, le directeur général du Fonds monétaire international a émis l'hypothèse que le bitcoin et les autres cryptomonnaies ont autant d'avenir qu'Internet lui-même. Elles pourraient destituer les banques centrales, les banques conventionnelles et mettre en question le monopole des monnaies nationales.

Christine Lagarde, qui occupe son poste au FMI depuis 2011, affirme que les seuls problèmes importants liés aux **cryptomonnaies** existantes peuvent être résolus au fil du temps.

LE MODÈLE BANCAIRE EN QUESTION

À long terme, la technologie elle-même peut remplacer les fonds nationaux, l'intermédiation financière conventionnelle, et même « *mettre en question le modèle bancaire fractionnaire tel que nous le connaissons aujourd'hui* ».

Dans une conférence elle a réprimandé ses collègues pour ne pas savoir appréhender l'avenir. Elle a averti que « *Il n'y a pas si longtemps, certains experts ont fait valoir que les ordinateurs personnels ne seraient jamais adoptés, et que les tablettes ne seraient utilisées que comme de coûteux plateaux à café. Je pense donc qu'il ne serait pas sage de rejeter les monnaies virtuelles.* »

Voici les parties pertinentes de son article :

Commençons par les monnaies virtuelles. Pour être clair, il ne s'agit pas de paiements numériques en devises existantes – via Paypal et d'autres fournisseurs de « monnaie électronique » comme Alipay en Chine, ou M-Pesa au Kenya.

Les monnaies virtuelles appartiennent à une catégorie différente, car elles fournissent leur propre unité de compte et leurs propres systèmes de paiement. Ces systèmes permettent des transactions de pair à pair sans chambre de compensation centrale, sans banque centrale.

Pour l'instant, les monnaies virtuelles comme le bitcoin ne remettent pas ou peu en question l'ordre actuel des monnaies de change et des banques centrales. Pourquoi ? Parce qu'elles sont trop volatiles, trop risquées, trop énergivores et parce que les technologies sous-jacentes ne sont pas encore adaptables. Beaucoup sont trop opaques pour les organismes de réglementation, et certaines ont été piratées.

Mais bon nombre de ces défis technologiques pourraient être relevés au fil du temps. Il n'y a pas si longtemps, certains experts ont fait valoir que les ordinateurs personnels ne seraient jamais adoptés, et que les tablettes ne seraient utilisées que comme plateaux à café coûteux. Je pense donc qu'il n'est peut-être pas sage de rejeter les monnaies virtuelles.

UN MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX ?

Par exemple, pensez aux pays dont les institutions sont faibles et les monnaies nationales instables. Au lieu d'adopter la monnaie d'un autre pays, comme le dollar américain, certaines de ces économies pourraient voir une utilisation croissante des monnaies virtuelles. Appelons ce phénomène dollarisation 2.0.

L'expérience du FMI montre qu'il existe un point de basculement au-delà duquel l'adoption d'une nouvelle monnaie est exponentielle. Aux Seychelles, par exemple, la dollarisation est passée de 20 % en 2006 à 60 % en 2008.

Et pourtant, pourquoi les citoyens détiendraient-ils des monnaies virtuelles plutôt que des dollars, des euros ou des livres sterling ? Parce qu'un jour, cela pourrait être plus facile et plus sûr que d'obtenir des billets papier, surtout dans les régions éloignées. Et parce que les monnaies virtuelles pourraient devenir plus stables.

Par exemple, elles pourraient être émises à raison d'un dollar pour un dollar, ou à partir d'un panier stable de devises. L'émission pourrait être entièrement transparente, régie par une règle crédible et prédéfinie, un algorithme qui peut être contrôlé... ou même une « règle intelligente » qui pourrait refléter l'évolution des circonstances macroéconomiques.

Par conséquent, à bien des égards, les monnaies virtuelles pourraient simplement donner aux monnaies existantes et à la politique monétaire une chance de s'en sortir. La meilleure réponse des banquiers centraux est de continuer à mener une politique monétaire efficace, tout en demeurant ouverts aux nouvelles idées et aux nouvelles demandes, à mesure que les économies évoluent.

DE MEILLEURS SERVICES DE PAIEMENT ?

Par exemple, il faut tenir compte de la demande croissante de nouveaux services de paiement dans les pays où l'économie de services, décentralisée et partagée, prend son envol.

Il s'agit d'une économie fondée sur les transactions entre pairs, sur des paiements fréquents de petite valeur, souvent transfrontaliers.

Quatre dollars pour des conseils de jardinage d'une dame en Nouvelle-Zélande, trois euros pour une traduction experte d'un poème japonais, et 80 pence pour un rendu virtuel de la Fleet Street d'autrefois : ces paiements peuvent être effectués avec des cartes de crédit et d'autres formes de monnaie électronique. Mais les frais sont relativement élevés pour les transactions de faible valeur, en particulier au-delà des frontières.

Les citoyens préféreraient peut-être un jour les monnaies virtuelles, car elles offrent potentiellement le même coût et la même commodité que les espèces : pas de risques de règlement, pas de délais de compensation, pas d'enregistrement central, pas d'intermédiaire pour vérifier les comptes et les identités. Si les monnaies virtuelles émises par le secteur privé restent risquées et instables, les citoyens peuvent même faire appel aux banques centrales pour fournir des formes numériques de monnaie légale.

Alors, quand la nouvelle économie de services viendra frapper à la porte de la Banque d'Angleterre, allez-vous l'accueillir à l'intérieur ? Leur offrir du thé et de la liquidité *financière* ?

NOUVEAUX MODÈLES D'INTERMÉDIATION FINANCIÈRE

Cela nous amène à la deuxième étape de notre parcours : les nouveaux modèles d'intermédiation financière.

L'une des possibilités est la dissociation ou le dégroupage des services bancaires. À l'avenir, nous pourrions conserver des soldes minimaux pour les services de paiement sur porte-monnaie électronique.

Les soldes restants peuvent être conservés dans des fonds communs de placement ou investis dans des plateformes de prêt de pair-à-pair avec un avantage dans les grandes données et l'intelligence artificielle pour la notation automatique du crédit.

Il s'agit d'un monde de cycles de développement de six mois et de mises à jour constantes des produits, principalement des logiciels, avec une prime énorme pour les interfaces utilisateurs simples et pour la confiance dans la sécurité. Un monde où les données sont reines. Un monde de nombreux nouveaux acteurs sans structure institutionnelle pesante.

Certains diront que cela remet en question le modèle des réserves fractionnaires que nous connaissons aujourd’hui, s’il y a moins de dépôts bancaires et que les flux monétaires affluent dans l’économie par de nouveaux canaux.

COMMENT DÉFINIR LA POLITIQUE MONÉTAIRE DANS CE CONTEXTE ?

Les banques centrales d’aujourd’hui ont généralement une incidence sur les prix des actifs par l’intermédiaire des négociants principaux, ou grandes banques, auxquels elles fournissent des liquidités à des prix fixes – ce qu’on appelle les opérations d’open market.

Mais si ces banques perdaient de leur pertinence dans le nouveau monde financier et si la demande de liquidités auprès des banques centrales diminuait, la transmission de la politique monétaire pourrait-elle demeurer aussi efficace ?

—

[Sur le web](#)

VOUS AIMEZ CET ARTICLE ? PARTAGEZ LE !

Par Jeffrey Tucker

Nos dossiers spéciaux: Bitcoin, Christine Lagarde, cryptomonnaies, FMI